



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations**

Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 8/01/2024

Cité Administrative  
49047 ANGERS Cedex 01

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MARTIN Sébastien**

La Grande Bretellère n° 2  
ST MACAIRE EN MAUGES  
49450 SÈVREMOINE

Références : 2023\_12\_14 Rapport Inspection MARTIN Sébastien La Colline

Code AIOT : 0054901968

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2023 dans l'établissement MARTIN Sébastien implanté La Colline - ST MACAIRE EN MAUGES - 49450 SÈVREMOINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle au titre des installations classées ciblé sur le respect des émissions d'ammoniac et sur les mesures de gestion quantitative de l'eau.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MARTIN Sébastien
- La Colline - ST MACAIRE EN MAUGES - 49450 SÈVREMOINE
- Code AIOT : 0054901968
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Élevage de volailles de chair

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Installations électriques et techniques - Plans - FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Émissions dues aux eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Émissions résultant de l'ensemble du processus de production	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Surveillance des émissions et des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Surveillance des émissions et des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Sans objet
2	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Sans objet
5	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Sans objet
7	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
9	Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Porter à la connaissance du Préfet de Maine-et-Loire, un dossier technique "Loi sur l'Eau" afin de régulariser l'ouvrage de prélèvements d'eau ;
- Déclarer l'ouvrage de prélèvements d'eau au titre du Code minier ;
- Apporter les mesures correctives aux différentes non-conformités relevées sur l'ouvrage de prélèvements d'eau ;
- Collecter et stocker les eaux résiduelles des sas sanitaires ;
- Réaliser les bilans réels simplifiés et les joindre à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et de déchets pour l'année 2023 ;
- Apporter les mesures correctives aux différentes non-conformités relevées sur la thématique "moyens de lutte contre l'incendie" ;
- Réaliser un contrôle des installations électriques conformément aux normes applicables.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le Code rural et de la pêche maritime ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le registre des risques (art. 14) ;</li> <li>- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;</li> <li>- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;</li> <li>- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;</li> <li>- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;</li> <li>- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ».</li> </ul> </li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> Le jour du contrôle, l'exploitant a justifié l'exportation des fumiers vers l'unité de compostage SAS VIOLLEAU, par la présentation des justificatifs de livraison. Néanmoins, il est nécessaire de trouver un système pour différencier les exportations des fumiers du site de La Colline et du site de La Grande Bretellière. Un récapitulatif par site est à mettre en place.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 2 : Stockage des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu</p>

naturel.
Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.
Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1 <sup>er</sup> juin 2005 et avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1 <sup>er</sup> janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
<b>Constats</b> : Une fumière est présente sur le site en cas de nécessité de stockage temporaire ou d'un volume de fumier inférieur au chargement du camion. Les éventuels purins sont collectés dans une fosse de 3 m <sup>3</sup> puis réinjectés par une pompe sur le fumier stocké.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s)</b> : Élevage, Sécurité – incendie
<p><b>Prescription contrôlée</b> : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>À défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li> <li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li> </ul> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li> <li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li> <li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li> <li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li> </ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Constats</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le jour du contrôle, il a été constaté la présence d'extincteurs portatifs dont le dernier contrôle a été réalisé en 2021 par la société Multiprotec. Je vous rappelle que les moyens de défense interne doivent faire l'objet de vérifications annuelles et être adaptés aux risques à défendre (extincteurs au dioxyde de carbone à proximité des armoires/locaux électriques).</li> <li>- Depuis le dernier contrôle réalisé le 20 juin 2018, qui mentionnait l'absence de vannes de barrage gaz, aucune mise en conformité n'a été réalisée. Je vous rappelle qu'à l'entrée de chaque bâtiment, des vannes de barrage gaz doivent être installées dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</li> <li>- La défense externe contre l'incendie est assurée par une mare située au sud-est de l'installation. Une signalétique est à mettre en place pour indiquer l'accès au service de secours en cas de besoin.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais</b> : 3 mois

**N° 4 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
<b>Constats :</b> Depuis le dernier contrôle réalisé le 20 juin 2018, qui mentionnait que le contrôle électrique n'avait jamais été pratiqué sur votre installation, aucun contrôle électrique n'a été réalisé. Je vous rappelle que le contrôle des installations électriques doit être réalisé par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires, conformément aux règlements et aux normes applicables.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Prélèvements et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation. Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L.211-2 du Code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
<b>Constats :</b> - L'alimentation en eau de l'installation est assurée exclusivement par un forage. Le réseau d'eau public est présent sur l'exploitation en cas de besoin. - Lors de la déclaration GEREP pour l'année 2022, l'exploitant a déclaré un prélèvement total de 1 675 m <sup>3</sup> . Je vous rappelle que le prélèvement total doit prendre en compte en plus de l'abreuvement des animaux, l'ensemble des prélèvements issus du forage (eaux de lavage, etc.).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Prélèvements et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.
<b>Constats :</b> Depuis le dernier contrôle réalisé le 20 juin 2018, l'ouvrage de prélèvement d'eau localisé sur la parcelle cadastrale n° 0104 section WE de la commune déléguée de SAINT MACAIRE EN MAUGES, a été équipé d'un compteur volumétrique. Néanmoins, des relevés mensuels doivent être mis en place afin de connaître la quantité d'eau totale prélevée annuellement et de prévenir les éventuelles fuites

d'eau sur le réseau privé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du Code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214-18 du même code.
<b>Constats :</b> Le réseau public présent sur l'installation est actuellement complètement déconnecté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du Code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.
<b>Constats :</b> - Le forage localisé sur la parcelle cadastrale n° 0104 section WE de la commune déléguée de SAINT MACAIRE EN MAUGES et connu au titre des installations classées, n'a fait l'objet d'aucune déclaration au titre de la Loi sur l'Eau, ni au titre de l'article L.411.1 du Code minier. Je vous rappelle que toute création d'un forage destiné à un usage professionnel et d'une profondeur de plus de 10 mètres, doit faire l'objet d'une déclaration au titre de la Loi sur l'Eau et au titre du Code minier. - Depuis le dernier contrôle réalisé le 20 juin 2018, une margelle béton a été mise en place au pourtour de la tête de l'ouvrage. Néanmoins, la tête de l'ouvrage doit être surélevée au fond de la chambre du forage dans lequel elle débouche et un dispositif de sécurité doit être mis en place pour sécuriser l'accès à l'ouvrage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Utilisation rationnelle de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Utilisation rationnelle de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.  Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 5 : Afin d'utiliser l'eau de façon rationnelle, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous. a- Tenir un registre de la consommation d'eau. b- Détecter et réparer les fuites. c- Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements. d- Choisir des équipements appropriés (par exemple abreuvoirs à rétine, abreuvoirs siphoniques, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum).

e- Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau.
f- Réutiliser les eaux pluviales non polluées pour le nettoyage.
<b>Constats</b> : La combinaison des techniques validées dans le dossier de réexamen est respectée au regard de la MTD 5. Chaque poulailler est équipé d'un compteur volumétrique, le nettoyage des bâtiments est réalisé avec des dispositifs de nettoyage à haute pression et les abreuvoirs sont adaptés aux catégories d'animaux.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

#### N° 10 : Émissions dues aux eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s)</b> : Élevage, Émissions dues aux eaux résiduaires
<b>Prescription contrôlée</b> : Réduction de la production des eaux résiduaires – MTD 6 a- Maintenir les surfaces souillées de la cour aussi réduite que possible. b- Limiter le plus possible l'utilisation d'eau. c- Séparer les eaux de pluie non contaminées des flux d'eaux résiduaires nécessitant un traitement.  Réduction des rejets d'eaux résiduaires dans l'eau – MTD 7 a- Évacuer les eaux résiduaires dans un conteneur réservé à cet effet ou dans une fosse à lisier. b- Traiter les eaux résiduaires. c- Épandage des eaux résiduaires, par exemple au moyen d'un système d'irrigation tel qu'un dispositif d'aspersion, un pulvérisateur va-et-vient, une tonne à lisier, un injecteur ombilical.
<b>Constats</b> : La combinaison des techniques validées dans le dossier de réexamen n'est pas respectée au regard de la MTD 7. Ainsi, il a été constaté le jour du contrôle, l'absence de collecte et de stockage des eaux résiduaires issues des sas sanitaires. Celles-ci sont directement rejetées vers le milieu naturel. Je vous rappelle qu'au titre de la réglementation des installations classées, les eaux usées sont considérées comme des effluents d'élevage, et qu'à ce titre, elles doivent être collectées et stockées. Une réflexion de votre part doit être engagée pour collecter et diriger ces effluents d'élevage vers un ouvrage de stockage étanche.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais</b> : 3 mois

#### N° 11 : Émissions résultant de l'ensemble du processus de production

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s)</b> : Élevage, Émissions résultant de l'ensemble du processus de production
<b>Prescription contrôlée</b> : Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.  Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 23 : Afin de réduire les émissions d'ammoniac du processus de production global de l'élevage de porcin (truies comprises) ou de l'élevage de volailles, la MTD consiste à estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en œuvre dans l'installation d'élevage.
<b>Constats</b> : Le module de calcul volailles est bien présent dans la déclaration GEREPE 2022. Néanmoins, les valeurs spécifiques demandées dans le tableau 4 du module de calcul volailles, doivent être déterminées par la réalisation d'un bilan réel simplifié par espèce et par bâtiment.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais</b> : 3 mois

#### N° 12 : Surveillance des émissions et des paramètres de procédé

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
---

<b>Thème(s) :</b> Élevage, Surveillance des émissions et des paramètres de procédé
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 24. La MTD consiste à surveiller, par une des techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, l'azote total et le phosphore total excrétés dans les effluents d'élevage. a- Technique : Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux. Fréquence : Une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux Applicabilité : Applicable d'une manière générale
<b>Constats :</b> Un bilan réel simplifié par espèce et par bâtiment doit être réalisé afin de déterminer les quantités d'azote et de phosphore excrétés par catégorie animale, permettant de respecter la MTD 24.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 13 : Surveillance des émissions et des paramètres de procédé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Surveillance des émissions et des paramètres de procédé
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 25. La MTD consiste à surveiller les émissions atmosphériques d'ammoniac par une des techniques suivantes, au moins à la fréquence indiquée : a- Technique : Estimation au moyen d'un bilan massique basé sur l'excrétion et sur l'azote (ou l'azote ammoniacal) total présent à chaque étape de la gestion des effluents d'élevage Fréquence : Une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux Applicabilité : Applicable d'une manière générale
<b>Constats :</b> Un bilan réel simplifié par bâtiment pour l'espèce poulet de chair doit être réalisé pour estimer la quantité d'azote total excrétée, afin de déterminer les émissions d'ammoniac dans l'atmosphère permettant de respecter la MTD 25.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 14 : Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles
<b>Prescription contrôlée :</b> Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017 : Voir NEA MTD pour les émissions atmosphériques d'ammoniac par emplacement et par an correspondant au type de volaille élevé (tableaux 3.1 et 3.2)
<b>Constats :</b> Un bilan réel simplifié par bâtiment pour l'espèce poulet de chair doit être réalisé afin de renseigner correctement le module de calcul volailles et de respecter les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles pour les poulets de chair.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois